

Lâ??ONU a failli Ã sa mission sur Gaza. Nous devons radicalement dÃcoloniser et rÃformer cette organisation

## Description

*Par dÃcolonisation, jâ??entends un processus de transformation qui intÃgre les points de vue des communautÃs marginalisÃes et les plus touchÃes.*

**Par Omar Barghouti, The Guardian, le 25 novembre 2024**



Bien avant lâ??investiture du prÃ©sident amÃ©ricain Ã©lu Donald Trump en janvier 2025, lâ??ONU a vu son propre pouvoir, sa crÃ©dibilitÃ© et mÃªme sa pertinence sâ??atrophier. Lâ??organisation internationale a Ã©tÃ© confrontÃ©e Ã de nombreux dÃ©fis depuis sa crÃ©ation en 1945, dans le contexte du chapitre le plus horrible de notre histoire moderne. Pourtant, peu de chapitres de lâ??ONU ont Ã©tÃ© plus sombres que celui de son regard docile tandis quâ??IsraÃ«l diffuse en direct le gÃ©nocide contre 2,3 millions de Palestiniens Ã Gaza en toute Â« impunitÃ© Â».

Le fait que le génocide perpétré par Israël soit armé, financé et protégé de toute responsabilité par de puissants États occidentaux (avec les États-Unis en tête), a rendu cette impunité plus flagrante que jamais. L'hypocrisie occidentale qui consiste à infliger à la Russie un régime de sanctions des plus sévères après son invasion de l'Ukraine en 2022, tout en autorisant pleinement le génocide israélien, vieux de plusieurs décennies de colonialisme, d'apartheid et d'occupation militaire illégale, a également atteint des niveaux sans précédent, rendant d'isolement la prétention de l'Occident à se préoccuper des droits de l'Homme universels. Lors d'un récent débat à l'ONU sur Gaza, le ministre des affaires étrangères indonésien a appelé les États membres à ne pas « enterrer les principes de la Charte des Nations unies et du droit international sous les décombres du double standard, du déficit de confiance et du jeu à somme nulle ».

Le sociologue congolais-américain Pierre van den Berghe a inventé le terme de « démocratie herrenvolk », qui est « démocratique pour la race dominante mais tyrannique pour les groupes subordonnés ». Le principe dystopique que « la force fait le droit » planant sur les ruines et au sein des interminables cadavres palestiniens à Gaza, ainsi que la montée du fascisme aux États-Unis, en Europe et ailleurs, représentent une menace crédible d'un dérapage du monde vers une ère de *législation internationale herrenvolk* exercée exclusivement par les puissants oppresseurs contre les dispensables et les opprimés qui osent résister à la soumission et cherchent à s'émanciper. Cette année, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a donné un premier aperçu d'une telle situation en déclarant : « Si vous n'êtes pas à la table du système international, vous serez sur le menu ».

Dans ce contexte, la délivrance de mandats d'arrêt par la Cour pénale internationale (CPI) à l'encontre de Benjamin Netanyahu et de l'ancien ministre du cabinet de guerre Yoav Gallant, le 21 novembre, n'aurait pas pu arriver à un moment plus opportun. Bien qu'elle fasse suite à des dizaines de milliers de cadavres palestiniens, la décision de la CPI donne une lueur d'espoir que les Palestiniens puissent encore obtenir un semblant de justice de La Haye après des années de tergiversations et d'apathie mortelle. De plus, cette décision de la CPI, qui consiste à des années de menaces et d'intimidations de la part d'Israël et des États-Unis, pourrait également contribuer à restaurer, au moins partiellement, la discipline du droit international, alors que de nombreuses parties, en particulier dans le sud mondial, ont quasiment abandonné toute confiance en elle.

Mais il serait irréaliste, voire complétement illusoire, de considérer la décision tardive de la CPI comme le triomphe ultime de la justice sur la force brute. Cela nous transformerait également en témoin d'un spectacle inévitablement décevant dans lequel notre volonté ne joue aucun rôle. Parmi les nombreuses choses à régler dans ce monde pour mettre fin au génocide à Gaza et empêcher toute puissance de refaire « un Gaza » sur quelque communauté vulnérable, la décolonisation de l'ONU est peut-être la priorité absolue. L'arrivée imminente d'un destructeur en chef à la Maison Blanche rend cette tâche des plus urgentes.

Par décolonisation de l'ONU, j'entends un processus de transformation qui intègre les perspectives des communautés et des nations marginalisées et les plus touchées, en particulier celles qui souffrent encore du poids de l'héritage colonial, qui se manifeste sous forme de dettes, de développement inégal et de pillage pur et simple des ressources naturelles. Ce processus radical mais progressif vise à réclamer l'ONU en tant qu'héritage de l'humanité au sens

---

large et en tant que seule organisation capable d'incarner les principes de justice, de paix, de dignité humaine et de salut collectif.

Ce processus multi-facettes et exceptionnellement exigeant impliquerait d'aborder les questions d'une représentation véritablement démocratique et inclusive, de l'élimination du pouvoir de veto et de la réorganisation de la structure grossièrement mesurée de l'ONU, pour la rendre plus agile, plus efficace et, par conséquent, moins corrompue et moins dépendante des largesses conditionnées de Washington et d'autres capitales occidentales. Après tout, les salaires et les avantages ridiculement élevés que touchent les hauts fonctionnaires de l'ONU, qui sont pour la plupart occidentaux, peuvent contribuer à réduire la pauvreté dans des petites nations.

Le transfert du siège de l'ONU du territoire qui sera bientôt gouverné par Trump vers un territoire plus démocratique et moins autoritaire comme l'Afrique du Sud pourrait être essentiel dans ce processus. Certes, l'Afrique du Sud n'est pas une utopie, mais elle symbolise la victoire de l'humanité et de la démocratie sur une ère impitoyable de colonialisme occidental et d'apartheid, malgré le long chemin qui reste à parcourir pour mettre fin à l'injustice économique et sociale.

En prévision de l'inévitable colère de l'empereur à Washington et de la réduction substantielle attendue des contributions américaines à l'ONU, et dans un esprit de décolonisation et de démocratisation, je propose une taxe annuelle progressive de l'ONU qui serait prélevée sur chaque adulte dans le monde, calculée en fonction du PIB par habitant de chaque pays et payée par les États membres au nom de leurs citoyens.

Un citoyen de Singapour ou du Qatar, par exemple, devrait payer beaucoup plus qu'un citoyen du Sud-Soudan ou de l'Afghanistan, mais tout le monde contribue au gouvernement mondial. Cette contribution s'accompagne d'un droit à la parole sur la gouvernance et l'efficacité des Nations unies, afin de préserver leur indépendance et leur pertinence face aux défis les plus persistants de l'humanité, et de refléter véritablement l'aspiration de la majorité de l'humanité pour un monde plus propre, plus sûr, plus durable, moins militarisé, plus juste et plus en paix. Les multinationales seraient régies par des règles strictes qui privilégieraient les peuples et la planète avant la cupidité et les profits sanglants.

Tout cela peut sembler assez idéaliste, voire impossible, vu la dynamique de pouvoir qui règne au sein des Nations unies et dans le monde en général. Mais de nombreux changements dans l'histoire ont commencé par des idées originales, non orthodoxes, qui peuvent sembler impossibles jusqu'à ce qu'elles deviennent possibles. Nous, avec notre autonomie, pouvons les rendre possibles. Avant que la vague montante de fascisme et de folie impériale ne transforme l'ONU en un véritable organisme comateux, avant que davantage de nations ne se retrouvent sur le « menu », nous devons tous imaginer une réalité différente et nous efforcer avec tout notre pouvoir d'y parvenir. Nous n'avons qu'un seul monde.

Source: [The guardian](#)

Traduction: SP pour l'Agence Média Palestine

**date créée**

2024/11/25